

RENOVATION BATIMENTS S - HOPITAL LE
CORBUSIER
42700 FIRMINY

Cahier des Prescriptions Communes (C.P.C.)

2408

DCE

ARCHITECTE

Linda AYDOSTIAN

ECONOMIE

SF - FOURNIER

BET FLUIDES

DBI INGENIERIE

BET structures

BOST INGENIERIE

Téléphone ☎

2, Rue de la Thibaudière

69007 LYON

04 37 70 93 35

39, rue Villon

69008 LYON

04.78.00.22.11

Quadrant 4 - 485, Rue des
valets
ZAC des Près Seigneurs
Montluel

01120 MONTLUEL

04.74.34.90.18

1997 Rue Jean Rostand
ZI Molina La Chazotte

42350 LA TALAUDIERE

04 77 43 01 90

Tampon et signature de l'entreprise :

Version 1.0

LOT N°00 : PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

27 mars 2025

50

CPC

00

CAHIER DE PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

SOMMAIRE

<u>1. DIVISION EN LOTS</u>	2
<u>2. LIEU D'EXECUTION</u>	2
<u>3. PROGRAMME</u>	2
<u>4. CONNAISSANCE DES LIEUX</u>	2
<u>5. CONNAISSANCE DES TRAVAUX</u>	2
<u>6. PERMIS DE CONSTRUIRE</u>	3
<u>7. NOTICE COMPLEMENTAIRE ET PLANS</u>	3
<u>8. VERIFICATION DES DOCUMENTS</u>	3
<u>9. QUALIFICATIONS ET ASSURANCES</u>	4
<u>10. RESPECT DU PROJET</u>	4
<u>11. CONTENU DES PRIX FORFAITAIRES</u>	5
<u>12. MATERIAUX ET ARTICLES DE FABRICATION SPECIALE</u>	5
<u>13. ECHANTILLONS – TEMOINS</u>	6
<u>14. APPROVISIONNEMENTS – ENTREPOSAGE – STOCKAGE</u>	6
<u>15. CONTROLE DES LIVRAISONS</u>	6
<u>16. EXECUTION DES TRAVAUX – NORMES</u>	6
<u>17. HYGIENE ET SECURITE</u>	7
<u>18. TRACES DES NIVEAUX – ALIGNEMENTS – IMPLANTATIONS</u>	8
<u>19. DETAILS D'EXECUTION – VERIFICATION DES SUPPORTS ET DES NUS</u>	8
<u>20. VERIFICATIONS EN COURS DE CHANTIER</u>	8
<u>21. RESERVATIONS – PERCEMENTS – SCHELLEMENTS – FOURREAUX</u>	9
<u>22. OUVRAGES PROVISOIRES – PROTECTIONS</u>	10
<u>23. DEGATS – SOUSTRATIONS – DETOURNEMENTS DE MATERIAUX</u>	11
<u>24. NETTOYAGE – EVACUATION DES GRAVOIS</u>	11
<u>25. COORDINATION</u>	11
<u>26. ESSAIS ET ESSAIS COMPLEMENTAIRES</u>	12
<u>27. COMPTE PRORATA ou compte inter-entreprise</u>	13
<u>28. BUREAU DE CHANTIER</u>	13
<u>29. DOSSIER DE CHANTIER</u>	13
<u>30. PANNEAU DE CHANTIER</u>	13
<u>31. SCHEMAS</u>	13
<u>32. CONTROLE INTERNE DES CONSTRUCTEURS</u>	14
<u>33. VERIFICATION TECHNIQUE CONCERNANT TOUS LES CORPS D'ETATS</u>	14
<u>34. GESTION DES DECHETS DE CHANTIER</u>	14
<u>35. ECHAFAUDAGE</u>	16
<u>36. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION</u>	16
<u>37. CONCEPTION ET VARIANTES</u>	17
<u>38. NOTE D'INFORMATION CONCERNANT L'ISOLEMENT ACOUSTIQUE DES FACADES</u>	17
<u>39. NOTE D'INFORMATION CONCERNANT L'ETANCHEITE A L'AIR</u>	17

1. DIVISION EN LOTS

<p>LOT N° 00 : PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS LOT N° 01 : DEMOLITION – MACONNERIE – VRD – ESPACES VERTS LOT N° 02 : DESAMIANTEGE – CHARPENTE – COUVERTURE – ZINGUERIE LOT N° 03 : ETANCHEITE LOT N° 04 : REVETEMENT DE FACADES LOT N° 05 : MENUISERIES EXTERIEURES ALU/ACIER – OCCULTATIONS - METALLERIE LOT N° 06 : MENUISERIES INTERIEURES BOIS LOT N° 07 : PLATRERIE - PEINTURE - PLAFONDS LOT N° 08 : CHAPE – CARRELAGE – FAIENCE - SOLS SOUPLES LOT N° 09 : CVC - PLOMBERIE SANITAIRE LOT N° 10 : ELECTRICITE COURANTS & FAIBLES</p>
--

2. LIEU D'EXECUTION

Hôpital du Corbusier, 2 rue Robert Ploton 42700 FIRMINY

3. PROGRAMME

Réhabilitation du bâtiment S de l'hôpital du Corbusier à Firminy

4. CONNAISSANCE DES LIEUX

Les entrepreneurs sont tenus de se rendre sur les lieux aux fins d'examen avant l'établissement de leur soumission. Ils ne sauraient se prévaloir, postérieurement à la conclusion des marchés, d'une connaissance insuffisante des sites, lieu et terrain d'implantation, nature du sol, moyens d'accès, conditions climatiques en relation avec l'exécution de leurs travaux.

D'éventuels renseignements complémentaires pourront être obtenus auprès de l'Architecte.

Aucun supplément ne sera accordé en cours de travaux, qui serait lié à l'ignorance de l'état des lieux.

5. CONNAISSANCE DES TRAVAUX

Les Cahier des Clauses Techniques Particulières ont pour objet la description des travaux et des particularités de l'opération.

Bien que divisé en lots correspondant à des corps d'état différents, il constitue un ensemble homogène. Chaque entrepreneur est tenu d'en prendre connaissance dans sa totalité et il ne pourra se prévaloir d'une non connaissance des travaux confiés aux autres corps d'état.

De même, chaque entrepreneur est tenu de consulter les plans et les détails fournis à l'appui du présent devis, il ne pourra jamais prétendre les avoir ignorés.

La description des ouvrages précise les conditions de leur exécution ; toutefois ces indications ne sauraient être limitatives et les entreprises devront l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages même ceux non explicitement décrits, mais reconnus nécessaires conformément aux règles de l'art.

6. PERMIS DE CONSTRUIRE

Le numéro de référence et la date de délivrance du permis de construire devront obligatoirement être affichés de façon bien visible de l'extérieur du chantier.

Cet affichage, à la charge du lot **01 GROS ŒUVRE** pourra être intégré au panneau de chantier ou réalisé séparément.

Les références seront fournies par le maître d'ouvrage à la demande de l'entrepreneur concerné.

7. NOTICE COMPLEMENTAIRE ET PLANS

Référence des plans d'étude : Plans architecte en date de PLAN PRO.

A la suite de l'étude approfondie qui sera faite pour la mise au point de certaines parties des ouvrages, le présent document sera complété ou modifié s'il y a lieu, et ce, avant la notification des marchés par des notices additives particulières à chacun des corps d'états concernés. A ces notices pourront être joints des plans de détails.

Les textes de ces notices prévaudront sur ceux du présent descriptif. Les plans de détails qui apporteront des modifications prévaudront sur ceux du projet initial.

Les ouvrages se rapportant aux dites notices et aux plans de détails feront implicitement partie de l'offre globale. Ils ne pourront en aucun cas faire l'objet d'un supplément de prix.

1 - Plans guides

L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui seront remis en vue de l'établissement de son prix forfaitaire et de signaler le cas échéant au Maître d'Oeuvre les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et pour lesquelles celui-ci communiquera sa décision en temps utile aux soumissionnaires.

Dans le cas où ces anomalies ne se révéleraient qu'après remise des soumissions, le Maître d'Œuvre sera en droit d'exiger la solution la plus apte à donner satisfaction au client, fut-elle plus onéreuse que celle découlant de l'interprétation de l'Entrepreneur.

En cas d'erreur, d'imprécisions ou de manque de cotes, les entrepreneurs devront signaler le fait au Maître d'Œuvre qui fournira toutes précisions nécessaires.

L'Entrepreneur est tenu de signaler au Maître d'Œuvre toute incohérence qu'il aurait remarquée sur les plans fournis par ce dernier. Aucune dimension ne devra être prise à l'échelle métrique de ces plans, L'Entrepreneur étant tenu de vérifier sur site, les dimensions portées sur les plans.

2 - Plans détaillés

Si l'exécution le requiert, le Maître d'Œuvre ou l'organisme de contrôle pourra demander à l'Entrepreneur la production de documents d'exécution, schémas et détails. Ceux-ci devront être remis au moins 10 jours avant exécution.

Toutes les entreprises devront fournir afin de les faire approuver par l'Architecte et avant de commencer toute fabrication tous les plans, dessins d'exécution et détails d'assemblages.

Dans tous les cas, les plans dessinés à grande échelle prévaudront sur ceux dessinés à une échelle moindre.

En fin de chantier, elles fourniront les plans des ouvrages exécutés.

8. VERIFICATION DES DOCUMENTS

Les entrepreneurs sont tenus de procéder à une vérification approfondie des documents qui leur sont remis en vue de l'établissement de leur prix forfaitaire et de signaler, le cas échéant, au maître d'œuvre, les erreurs, contradictions ou omissions qu'ils pourraient constater et pour lesquelles celui-ci communiquera sa décision en temps utile aux soumissionnaires.

Dans le cas où ces anomalies ne se révéleraient qu'après remise des soumissions, le maître d'œuvre sera en droit d'exiger la solution la plus apte à donner satisfaction au client, fut-elle plus onéreuse que celle découlant de l'interprétation de l'entrepreneur.

A aucun moment, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans et détails établis par l'architecte. En cas d'erreur, d'imprécisions ou de manque de cotes, les entrepreneurs devront signaler le fait au maître d'œuvre qui fournira toutes précisions nécessaires.

A la suite de l'étude approfondie qui sera faite pour la mise au point de certaines parties des ouvrages, le présent document sera complété ou modifié s'il y a lieu, et ce, avant la notification des marchés par des notices additives particulières à chacun des corps d'états concernés. A ces notices pourront être joints des plans de détails.

Les textes de ces notices prévaudront sur ceux du présent descriptif. Les plans de détails qui apporteront des modifications prévaudront sur ceux du projet initial.

Les ouvrages se rapportant aux dites notices et aux plans de détails feront implicitement partie de l'offre globale. Ils ne pourront en aucun cas faire l'objet d'un supplément de prix.

1 - Plans guides

L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui seront remis en vue de l'établissement de son prix forfaitaire et de signaler le cas échéant au Maître d'œuvre les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et pour lesquelles celui-ci communiquera sa décision en temps utile aux soumissionnaires.

Dans le cas où ces anomalies ne se révéleraient qu'après remise des soumissions, le Maître d'œuvre sera en droit d'exiger la solution la plus apte à donner satisfaction au client, fut-elle plus onéreuse que celle découlant de l'interprétation de l'Entrepreneur.

En cas d'erreur, d'imprécisions ou de manque de cotes, les entrepreneurs devront signaler le fait au Maître d'œuvre qui fournira toutes précisions nécessaires.

L'Entrepreneur est tenu de signaler au Maître d'Œuvre toute incohérence qu'il aurait remarquée sur les plans fournis par ce dernier. Aucune dimension ne devra être prise à l'échelle métrique de ces plans, L'Entrepreneur étant tenu de vérifier sur site, les dimensions portées sur les plans.

2 - Plans détaillés

Si l'exécution le requiert, le Maître d'Œuvre ou l'organisme de contrôle pourra demander à l'Entrepreneur la production de documents d'exécution, schémas et détails. Ceux-ci devront être remis au moins 10 jours avant exécution.

Toutes les entreprises devront fournir afin de les faire approuver par l'Architecte et avant de commencer toute fabrication tous les plans, dessins d'exécution et détails d'assemblages.

Dans tous les cas, les plans dessinés à grande échelle prévaudront sur ceux dessinés à une échelle moindre.

En fin de chantier, elles fourniront les plans des ouvrages exécutés.

9. QUALIFICATIONS ET ASSURANCES

Chaque entrepreneur produira sa qualification professionnelle QUALIBAT ou références équivalente ainsi que les attestations d'assurance avec justificatif de paiement de la prime (responsabilité biennale et décennale ainsi que la responsabilité envers les tiers, attestations de moins de trois mois).

10. RESPECT DU PROJET

Les entreprises de tous les corps d'état sont censées connaître parfaitement l'ensemble des pièces particulières du marché énumérées au C.C.T.P. et au C.C.A.P. et de les avoir vérifiées et acceptées.

En outre, l'entrepreneur du présent lot, ayant dû examiner l'ensemble des plans et des devis descriptifs des divers corps d'état, et ayant été invité à provoquer toutes explications qui lui sembleraient utiles, ne pourra arguer d'aucune imprécision, manque de renseignements ou erreurs pour tenter de revenir sur son prix.

Elles ne peuvent donc pas prétendre à indemnisation, demander une plus-value, un supplément ou une majoration des prix pour ajouter des prestations nouvelles omises ou augmentées des quantités insuffisantes mais nécessaires, ou encore pour difficultés particulières, interventions multiples, ou pour tout autre motif que ce soit.

Les entrepreneurs sont tenus de procéder à une vérification approfondie des documents qui leur sont remis en vue de l'établissement de leur prix forfaitaire et de signaler, le cas échéant, au Maître d'Œuvre, les erreurs, contradictions ou omissions qu'ils pourraient constater et pour lesquelles celui-ci communiquera sa décision en temps utile aux soumissionnaires.

Dans le cas où ces anomalies ne se révéleraient qu'après remise des soumissions, Le Maître d'Œuvre sera en droit d'exiger la solution la plus apte à donner satisfaction au client, fut-elle plus onéreuse que celle découlant de l'interprétation de l'Entrepreneur.

A aucun moment, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans et détails établie par l'Architecte. En cas d'erreur, d'imprécisions ou de manque de cotes, les Entrepreneurs devront signaler le fait au maître d'œuvre qui fournira toutes précisions nécessaires.

Lorsque l'entreprise propose une variante ou une modification de prestations, elle devra intégrer dans son prix toutes les répercussions techniques, financières sur les autres corps d'état ainsi que les frais d'études, plans liés à cette variante.

11. CONTENU DES PRIX FORFAITAIRES

Les prix forfaitaires devront comprendre :

- toutes poses, fournitures et protections, façons et accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages en conformité avec l'art de bâtir et avec les lois et règlements en vigueur, même si certaines de ces fournitures ou façons n'étaient pas mentionnées dans les documents relatifs à ces ouvrages.
- le nettoyage en fin de travaux des abords (voies d'accès, bordures, parkings, espaces verts, etc.)
- tous les travaux non précisés, pour le parfait achèvement de la construction dans les règles de l'art.
- les honoraires des techniciens et autres frais suivant les indications du C.C.A.P.

Les entrepreneurs ne pourront pas modifier ultérieurement leur prix forfaitaire en invoquant une définition insuffisante des travaux qu'ils sont présumés connaître parfaitement au moment de l'établissement de ce prix.

Les entreprises doivent obligatoirement porter leurs prix unitaires sur le D.P.G.F. ; en cas de modifications apportées par l'entreprise sur ce présent document, celles-ci devront être manuscrites.

Le devis quantitatif n'est pas contractuel, il appartient aux entreprises de vérifier les quantités, en cas de désaccord de modifier les quantités et d'avertir l'Économiste avant la remise de l'offre.

Toutes anomalies concernant le C.C.T.P. et le Quantitatif devront être signalées à l'Économiste HUIT JOURS au plus tard avant la date fixée par le Maître d'ouvrage pour la remise de l'offre, afin qu'il puisse prendre toutes dispositions pour informer les autres entreprises.

La protection des travailleurs est incluse dans les prix unitaires des offres.

Le devis quantitatif n'est donné qu'à titre indicatif. Les entreprises devront fournir leurs observations sur les quantités à l'économiste avant la remise de leur soumission ou Acte d'Engagement. Passé cette date, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'une erreur de mètre pour modifier le forfait de son marché.

Règles de compensation

Le cadre quantitatif remis à l'appel d'offre ne devra pas laisser apparaître d'erreur globale supérieure à 3 % en plus ou en moins sur l'ensemble du montant des travaux du projet (et non pas sur un article ou sur un lot). Ce pourcentage est apprécié sur le résultat de l'ensemble et non pas seulement sur un article, sur un chapitre ou sur un lot. La règle de compensation sur les écarts constitués sur des ouvrages et des lots différents est de rigueur

12. MATERIAUX ET ARTICLES DE FABRICATION SPECIALE

D'une manière générale, les articles ou matériaux dont les marques ou provenances sont spécifiées dans le présent document ou dans les notices, ne pourront être remplacés par des articles ou matériaux de fabrication ou de provenances différentes, même s'ils sont de qualité et d'aspects équivalents, qu'après accord écrit du maître d'œuvre.

Définition des matériaux - Variantes

Les produits décrits dans les C.C.T.P. sont ceux souhaités en solution de base par le Maître d'Ouvrage.

Des matériels de qualité équivalente et de fabrication suivie, pourront être présentés en variantes clairement décrites, mais elles ne seront examinées que si l'entreprise a d'abord remis une offre chiffrée selon le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières et Devis Quantitatif.

C'est le Maître d'Ouvrage qui décidera du choix d'utilisation de la base ou des variantes.

13. ECHANTILLONS – TEMOINS

Les entreprises devront soumettre à l'examen du maître d'œuvre les matériaux, produits et fournitures qu'elles comptent mettre en œuvre et dont les échantillons seront exposés dans le bureau de chantier pour y demeurer jusqu'à la fin des travaux.

Les entreprises fourniront, à la demande des maîtres d'ouvrage et d'œuvre, des échantillons lors de la 1^{ère} réunion de chantier pour choix et approbation.

Il pourra être prélevé, en présence du Maître d'Œuvre, des échantillons d'ouvrages à des fins d'expertise. Dans le cas où les ouvrages livrés seraient d'une qualité inférieure à celle précisée au marché ou au choix entériné lors de la 1^{ère} réunion de chantier, l'ensemble de la livraison serait refusé, y compris les quantités déjà posées.

Témoins

Dans le cas de l'exécution d'un projet avec des prestations répétitives mais nécessitant des choix de matériaux et de finition globaux, un « Témoin » (logement, chambre hospitalière, chambre d'hôtels.) sera fait au départ du chantier, ces ouvrages seront déposés dès consigne du maître d'œuvre. Les frais & coût pour la réalisation de ce témoin sont inclus dans les prix de l'offre de chaque entreprise.

14. APPROVISIONNEMENTS – ENTREPOSAGE – STOCKAGE

Les approvisionnements sur le chantier devront être faits en temps utiles afin de ne provoquer aucun retard sur la marche des travaux et permettre aux entreprises intéressées d'effectuer leurs ouvrages préparatoires.

Ces approvisionnements pourront être constitués, soit dans l'enceinte du chantier aux emplacements fixés en accord avec le maître d'œuvre, soit à l'extérieur aux emplacements autorisés par les services de voirie.

Les magasins provisoires seront construits par les entrepreneurs. L'entreposage des matériaux sur les planchers du bâtiment ne devra gêner en aucune façon le travail des entreprises et devra être effectué de manière à ne pas créer de charges concentrées.

L'Entrepreneur devra obtenir l'accord du Maître d'Ouvrage et de l'Architecte pour le stockage des matériaux à l'abri des intempéries. Il devra tenir compte des surcharges admissibles dans les locaux utilisés.

Toutes les dispositions ci-dessus sont à la charge, ainsi qu'aux risques et périls des entrepreneurs.

15. CONTROLE DES LIVRAISONS

Les produits et matériaux livrés sur le chantier devront porter l'indication de leur provenance ou la marque du fabricant. Des contrôles pourront être effectués à tout moment par le maître d'œuvre.

Il pourra être prélevé, en présence du Maître d'œuvre, des échantillons d'ouvrages à des fins d'expertise. Dans le cas où les ouvrages livrés seraient de qualité inférieure à celle précisée au marché, l'ensemble de la livraison serait refusé, y compris les quantités déjà posées.

16. EXECUTION DES TRAVAUX – NORMES

Tous les travaux, tant pour leur exécution que pour la qualité des matériaux employés, devront satisfaire :

- Lois et décrets concernant la construction,
 - Normes Européennes, Eurocodes.
 - Normes Française éditées par l'A.F.N.O.R.,
 - Cahier des Charges D.T.U en vigueur à la date de passation du marché
 - aux spécifications des cahiers du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (C.S.T.B.)
 - aux indications du Répertoire des éléments et Ensembles Fabriqués du Bâtiment (R.E.E.F.) en vigueur à la date de passation du marché,
 - aux spécifications des Normes et Labels de qualité homologués par l'Association Française de Normalisation (A.F.N.O.R.) en vigueur à la date de passation du marché,
 - aux règles de calcul D.T.U. (notamment ensemble des règles N.V. 65.67 et annexes BAEL 83 - BPEL 83 et leurs annexes),
 - aux principes de l'U.T.E. et aux règles établies par l'E.D.F. et G.D.F.,
 - aux réglementations incendie et acoustique
 - Réglementation sur l'accessibilité des personnes à mobilité réduite,
- Aux P.G.C. S.P.S. (Plan Général de Coordination pour la sécurité et la protection de la santé) en particulier les articles concernant chacun des lots et aux recommandations de la C.N.A.M., de la réglementation concernant le tri sélectif
- aux Avis technique
 - au code du travail
 - à l'Arrêté Ministériel du 23 mars 1965 lorsque les locaux à construire sont destinés à recevoir du public, ainsi que toutes modifications ou additions publiées jusqu'à la date de signature marché,
 - aux règlements sanitaires et de voirie du département et de la ville du lieu de la construction,
 - Réglementation sur les matériaux à risques (amiante, plomb, ...)
- Aux Arrêtés Préfectoraux et Municipaux applicables aux bâtiments aux chantiers et activités s'y rapportant,
- aux dessins du projet,
 - aux ordres de service, dessins de détails et indications données sur le chantier par le maître d'œuvre,
 - aux spécifications du C.C.T.P. et des notices complémentaires éventuelles.
 - Cahier des prescriptions communes,
 - Cahier des Prescriptions Techniques
 - Rapport de sol rédigé par le géotechnicien.
 - Recommandations du coordonnateur de sécurité,
- et d'autre part aux usages de la profession, aux règles de l'art, en tenant compte des connaissances acquises par la profession.

L'entreprise devra se conformer en tous points aux règlements professionnels, à la réglementation acoustique, au code du travail, à la notice de sécurité établie par le C.S.P.S. en particulier les articles concernant chacun des lots.

Si l'entrepreneur propose l'emploi de procédés non traditionnels, il est tenu :

- de fournir la preuve que le procédé est compris parmi ceux qui ont fait l'objet d'un agrément du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment,
- de prévoir sur ses plans les mêmes dispositions que celles qui ont fait l'objet d'un agrément,
- de tenir compte, lors de la mise en œuvre, des observations, réserves ou prescriptions auxquelles peuvent être subordonnées les réalisations autorisées par la déclaration d'agrément.
- de justifier de la procédure d'avis technique à caractère favorable en cours de validité ou de toute autre procédure équivalente (cahier des clauses techniques approuvé par un organisme agréé, etc.)

Les conditions d'exécution des travaux sont celles définies par les documents et prescriptions suivantes, en vigueur lors de la remise des offres.

Les produits ou procédés de construction non traditionnels sont

Les Entreprises dont la réalisation des ouvrages fait appel à des autorisations administratives ou à des branchements sur les réseaux publics, feront leur affaire en ce qui les concerne des demandes à effectuer auprès des services intéressés.

Les Procès verbaux PV de réaction au feu des matériaux devront être remis par les entreprises au bureau de contrôle.

17. HYGIENE ET SECURITE

En application de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 sur la sécurité et la protection de la santé.

L'importance du chantier nécessite la mise en place d'un plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé (PGC).

L'entreprise devra se conformer en tous points aux règlements d'hygiène et de sécurité, tant pour ses installations que pour les installations communes du chantier.

Elle assurera les aménagements nécessaires au respect des règles de sécurité des ouvriers pendant toute la durée des travaux.

L'entreprise prendra également à sa charge toutes les précautions utiles pour assurer la sécurité sur les voies d'accès au chantier, ainsi que la signalisation et l'éclairage nécessaires.

Les travaux seront conduits de façon à ne pas perturber l'existence des riverains.

Les travaux seront réalisés conformément à la réglementation en vigueur à la date d'exécutions des travaux.

Toutes les entreprises y compris celle de V.R.D devront réaliser un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Pendant toute la durée du chantier, l'entrepreneur est tenu de prendre toutes les mesures propres à assurer la sécurité de son propre personnel, du personnel des autres entreprises travaillant sur le chantier, des tiers et des voisins.

Pour ce faire, il procédera à la mise en place de tous les dispositifs adéquats assurant la protection contre les chutes les protections et la poussière.

Toutes les entreprises prendront en compte, dans leurs offres, les frais engendrés par la sécurité.

Un PGC établi par le coordonnateur de sécurité est joint en annexe de ces pièces conformément à la réglementation en vigueur.

18. TRACES DES NIVEAUX – ALIGNEMENTS – IMPLANTATIONS

Les entreprises se serviront des seuls niveaux de référence matérialisés par le lot **GROS ŒUVRE** ceci afin d'éviter les erreurs pouvant résulter de tracés effectués par différents corps d'état.

Ces traits de référence seront matérialisés, à 1 m au dessus des niveaux des sols finis.

Les traits qui auront disparu, notamment après l'exécution des enduits, seront reconstitués au fur et à mesure de l'avancement des ouvrages.

Les tracés qui pourraient être effectués par les autres entreprises pour quelque raison que ce soit, seront obligatoirement réalisés avec une couleur différente, ceci pour éviter tout risque d'erreur.

Ces prescriptions devront être impérativement respectées.

19. DETAILS D'EXECUTION – VERIFICATION DES SUPPORTS ET DES NUS

Les entrepreneurs devront fournir tous les plans et détails nécessaires à la bonne marche des travaux.

Les modifications prescrites par le maître d'œuvre ne diminuent en rien la responsabilité de l'entreprise, si celle-ci n'a pas présenté en temps utile, des objections écrites et motivées.

Si l'entrepreneur omet de soumettre au maître d'œuvre les documents visés au présent article, il sera entièrement responsable des conséquences de cette omission qui pourra entraîner le refus de l'ouvrage et sa démolition à ses frais. Il sera également responsable du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive de ces documents et des corrections et compléments d'étude nécessités par leur mise au point.

Les entreprises devront, avant l'exécution, faire au maître d'œuvre, toutes les observations ou propositions qu'elles jugeront utiles pour garantir leur travail, car elles ne pourraient, par la suite, arguer de la faute d'autrui ou de vices cachés.

Toutes les dimensions devront être vérifiées sur place par les entrepreneurs et les différences constatées avec celles indiquées aux dessins seront soumises à l'appréciation du maître d'œuvre avant tout commencement d'exécution.

Tous les travaux imprévus et exécutés sans ordre de service du maître d'œuvre ne pourront être payés.

L'entrepreneur doit réaliser ses ouvrages en parfaite coordination avec tous les autres corps d'état. Il doit prévoir dans son étude toutes sujétions d'exécution entraînées en cours de réalisation par l'incorporation des éléments des différents corps d'état, étant entendu que ces sujétions sont incluses dans le prix et dans le délai imposé. Il s'engage à fournir tous les renseignements nécessaires à l'établissement et à l'exploitation du planning.

20. VERIFICATIONS EN COURS DE CHANTIER

Chaque entrepreneur est tenu de faire reconnaître, en présence du maître d'œuvre, les ouvrages qu'il a réalisés par les corps d'état qui doivent lui succéder.

Il appartient, le cas échéant, à ces derniers de provoquer la réception, tout début de leurs travaux sans réception impliquant leur acceptation pure et simple des ouvrages existants dans leur état.

21. RESERVATIONS – PERCEMENTS – SCELLEMENTS – FOURREAUX

Reservations

Les Entreprises de corps d'état de second œuvre établissent, pendant la période de préparation du chantier, leurs plans d'atelier et de chantier, et notamment les documents définissant les dimensions et implantations des réservations. Cette prestation est donc établie en temps utile et sur des documents directement exploitables ; les réservations sont implantées par rapport aux éléments de structure.

Après accord du maître d'œuvre, ces documents sont diffusés aux intervenants concernés architectes, B.E.T., entreprises, contrôles, etc..

Le B.E.T. structure vérifie la compatibilité des réservations avec les éléments constructifs et les reporte sur les plans d'exécution. Les entrepreneurs concernés doivent vérifier les plans BA avant toute exécution.

Les entrepreneurs concernés ont l'obligation de contrôler les ouvrages exécutés par le lot gros œuvre afin de vérifier que ceux-ci soient bien conformes à leurs besoins. En particulier les détails répétitifs seront contrôlés dès la réalisation du premier.

En cas de retard ou de modification dans la fourniture des renseignements, l'entrepreneur défaillant supportera les frais en résultant, soit temps passé pour la reprise des plans et frais de tirage correspondants, soit mise en œuvre par l'entreprise habilitée, après accord du maître d'œuvre.

Il est formellement interdit à toutes les entreprises de refouiller dans les ouvrages en béton armé ainsi que les ouvrages de charpente.

Les réservations dans les ouvrages neufs de toute nature, sont :

- à charge de l'entreprise réalisant l'ouvrage concerné, si la demande de réservation intervient 48 h avant le début de réalisation de l'ouvrage.
- à charge de l'entreprise demandeuse de la réservation, si la demande de réservation intervient après les 48 h précédant la réalisation de l'ouvrage, si l'entreprise réalisatrice de l'ouvrage n'a plus la possibilité d'intégrer la réservation. Le percement + rebouchage après coup qui en découle, est à charge de l'entreprise demandeuse de la réservation.

Percements - Saignées

Dans les ouvrages existants de toutes natures, planchers, murs, plafonds, gaines techniques, cloisons de toute nature, les percements ou saignées seront exécutés par chaque entreprise concernée et sous sa responsabilité.

Percements ou trous pour scellements

Dans les ouvrages autres que les planchers, murs BA ou maçonnerie, cloisons maçonnées, ou pour les percements et trous pour scellement réalisés après coup, ces travaux seront à la charge des entreprises intéressées et effectués par elles-mêmes.

En cas de dégradations provoquées à l'occasion d'un percement ou d'un trou de scellement, la réparation sera obligatoirement effectuée en respectant la composition initiale de l'ouvrage, par l'entreprise compétente à la charge de l'entreprise responsable, par décompte interentreprises sans intervention du Maître d'œuvre.

Scellements et garnissages - Finitions

Les scellements, bouchages, garnissages et raccords (raccords de finition exclus) seront réalisés par l'entreprise ayant exécuté les percements ou saignées uniquement au ciment artificiel, le ciment prompt étant interdit, exception faite pour les scellements provisoires destinés à de simples fixations.

Chaque entreprise doit le scellement de ses ouvrages.

Ces scellements, bouchages, etc., seront terminés à 1 cm en retrait des nus - dans leur état - des ouvrages les supportant, la finition incombant à l'entreprise habilitée.

L'enduit de finition sur les parements maçonnés, est à réaliser par l'entreprise de maçonnerie, aux frais des entreprises concernés par les scellements, bouchages, garnissages.

L'enduit de finition sur les parements de second œuvre, cloison, doublage, plafonds... est à réaliser par l'entreprise de plâtrerie, aux frais des entreprises concernés par les scellements, bouchages, garnissages.

Les scellements des pièces en aluminium ou alliage seront obligatoirement exécutés au mortier de ciment alumineux (ciment fondu).

Scellement d'éléments et garnissages dans le béton armé ou la maçonnerie

1/ Ces ouvrages seront à la charge du lot gros-œuvre dans les murs, planchers en béton armé et maçonnerie divers, à partir d'une section de trémie de 15 x 15 cm (inclus)

2/ Pour les trémies d'une section inférieure à 15 x 15 cm, les scellements et garnissages seront exécutés par les entreprises chargées de la mise en œuvre de l'élément traversant le gros-œuvre, et les éléments de maçonnerie de toute nature, ou scellés dans ceux-ci. Les scellements et garnissages seront effectués en utilisant le liant de base de la paroi considérée et les agrégats de granulométrie correspondante. L'utilisation du ciment pur ou à prise rapide est interdite. Les scellements et garnissages seront effectués en retrait de la paroi finie, de manière à permettre l'exécution d'un raccord parfait qui sera à la charge de l'entreprise effectuant la finition de la paroi, avant peinture ou revêtement.

Fourreaux

Les garnissages des passages de canalisations dans les ouvrages ne seront effectués qu'après mise en place des fourreaux et protections des canalisations.

Les fourreaux qui, dans tous les cas, sont à la charge de l'entreprise ayant posé la canalisation intéressée, seront soigneusement ajustés au nu fini des ouvrages verticaux et dépasseront uniformément de 2 cm le nu des sols finis.

Traversée d'autres éléments que la maçonnerie

(tels que menuiseries - revêtements de sols scellés ou collés) :

Le passage des éléments tels que tuyauteries, pattes à scellement, etc... sera effectué avant la mise en œuvre des menuiseries ou revêtements scellés.

Le carreleur et le menuisier devront tous les dispositifs appropriés tels que : coupes, tabletages, percements au droit des pénétrations.

22. OUVRAGES PROVISOIRES – PROTECTIONS

OUVRAGES PROVISOIRES

Chaque entrepreneur, dans sa spécialité, sera tenu d'établir, entretenir et maintenir, à ses frais, les ouvrages provisoires jugés par le maître d'œuvre nécessaires à la construction des ouvrages, à leur visite, à la protection efficace des ouvriers, des autres personnes, de la construction proprement dite, des constructions et fonds voisins.

Ces ouvrages provisoires, échafaudages, passages, ponts de service, clôtures, balustrades, jets de volées, bâches, éclairage provisoire de chantier, etc., seront établis de manière à donner un accès facile et une protection efficace à toutes les parties de la construction et seront maintenus pendant tout le temps estimé indispensable par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre et ses préposés auront toujours le droit de refuser les ouvrages provisoires qui leur paraîtraient offrir quelque danger pour la sécurité publique ou particulière, ou celle des ouvriers et d'obliger l'entrepreneur à exécuter les travaux de consolidation jugés nécessaires.

Dans tous les cas, lesdits ouvrages ne pourront être enlevés sans l'autorisation du maître d'œuvre.

Chaque entrepreneur devra prendre toutes les mesures de protection nécessaires :

- envers les ouvrages des autres corps d'état, notamment ouvrages en alliage léger, béton brut de décoffrage, saillies, arêtes, charpente, aisseliers, cadres, escaliers, corniches, bandeaux, etc.,
- de ses propres ouvrages contre les dégradations pouvant être causées par les autres corps d'états.

PROTECTIONS

Chaque Entrepreneur protégera à ses frais ses ouvrages, par un système accepté par le Maître d'Œuvre, ceci pour la bonne conservation de ses travaux jusqu'à la réception.

Chaque entreprise protégera les ouvrages existants conservés par tous les moyens appropriés et efficaces.

Les Entrepreneurs resteront responsables de leurs travaux et seront tenus de remédier à toutes les détériorations, des ouvrages ou de leur protection, intervenues pendant leur exécution et jusqu'à la réception.

Les Entrepreneurs doivent également toutes les protections de leurs ouvrages contre les intempéries, notamment le froid, la chaleur, la lumière, l'humidité ou la sécheresse, etc... par des moyens adéquats et résistants et pendant toute la durée du chantier.

Dans le cas où le délai d'exécution l'imposerait (d'après le planning établi) les entreprises seront tenues de mettre en œuvre à leur frais, par tous les moyens adéquats et résistants, des dispositifs de mis hors eau et hors air de la construction.

Il en est de même dans le cas d'un retard d'exécution ou d'approvisionnement imputable à une entreprise désignée.

23. DEGATS – SOUSTRATIONS – DETOURNEMENTS DE MATERIAUX

Les entrepreneurs seront responsables de tous les dégâts survenus sur le chantier au cours des travaux causés par leurs ouvriers ou par des personnes qui auraient pu s'introduire dans le chantier, et seront responsables de toutes détériorations ou soustractions faites à l'édifice.

Pendant l'exécution et jusqu'à la réception des travaux, l'entrepreneur demeurera responsable de tous les matériaux, métaux, appareils et objets destinés aux travaux, qu'ils soient mis en œuvre et adhérents au bâtiment ou simplement déposés sur le chantier.

24. NETTOYAGE – EVACUATION DES GRAVOIS

Nettoyage en cours de chantier

Les nettoyages devront être effectués par chaque entrepreneur, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, chaque fois qu'ils seront nécessaires et les gravois devront être évacués hors du chantier.

Chaque corporation est tenue de laisser les locaux ainsi que ses propres ouvrages dans un état tel que les corps d'état qui doivent lui succéder puissent exécuter leurs travaux dans les meilleures conditions et sans sujétions supplémentaires.

Si ces prescriptions ne sont pas respectées, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés pourront, après mise en demeure par le maître d'ouvrage et l'expiration d'un délai de TROIS JOURS FRANCS, après accusé de réception de la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit aux décharges adaptées, aux frais, risques et périls de l'entrepreneur.

Dans le cas où le Maître d'Œuvre jugerait l'état de propreté du chantier insuffisante, il pourra charger l'entreprise de son choix présente sur le chantier d'un nettoyage complémentaire. Cette dépense sera inscrite au compte des dépenses communes.

Au fur et à mesure de ses interventions et jusqu'à la réception des travaux, chaque entreprise devra le nettoyage de ses ouvrages et des locaux, l'enlèvement des gravois produits par ses ouvrages jusqu'à un emplacement qui lui sera désigné par le titulaire du gros-œuvre.

L'enlèvement des gravois depuis cet emplacement sera effectué par le lot gros-œuvre dans le cadre du compte prorata.

Nettoyage final

Le nettoyage final du bâtiment est à la charge du lot N°07 : PLATRERIE - PEINTURE. - PLAFOND

25. COORDINATION

L'Entrepreneur devra réaliser ses ouvrages en parfaite coordination avec tous les autres corps d'état.

Il devra prévoir dans son étude toutes les sujétions d'exécution entraînées, en cours de réalisation, par l'incorporation des éléments des différents corps d'état, étant entendu que ces sujétions sont incluses dans le prix et dans le délai imposé.

Il s'engage à fournir tous les renseignements nécessaires à l'établissement et à l'exploitation du planning.

26. ESSAIS ET ESSAIS COMPLEMENTAIRES

Quand les essais ne sont pas mentionnés dans le présent C.C.T.P. "CHAPITRE II ou III", ils seront effectués conformément aux prescriptions des Cahiers des Charges, D.T.U..

Les installations feront l'objet d'essais effectués par les entreprises dans des conditions conformes à celles définies, d'une part dans le document technique COPREC, numéro 1 de décembre 1982 pour la nature des essais et leur mode opératoire, et d'autre part, dans le document technique COPREC, numéro 2 de décembre 1982 pour la récapitulation des résultats de ces essais.

Ces essais seront implicitement prévus dans l'offre de prix de l'entreprise.

Les essais complémentaires qui pourraient être demandés par le maître de l'ouvrage seront :

- à la charge de l'entrepreneur si le résultat conduit à un rebut, à une démolition ou une réfection,
- à la charge du maître de l'ouvrage si le résultat est favorable à l'entrepreneur.

Ces essais ne pourront être interprétés que par le bureau de contrôle agréé par le maître d'ouvrage et par le maître œuvre.

Chaque entrepreneur devra la mise en œuvre de tous les moyens nécessaires pour la réalisation de ses ouvrages ou des prestations découlant de son intervention, sauf stipulation contraire mentionnée dans le CCAP, tel que :

- Plate-forme pour la circulation ou l'accès des camions (ou matériel de levage) tant en périphérie du bâtiment qu'au pied de la prestation à réaliser, quel qu'en soit la nature du terrain naturel rencontré y compris son entretien durant les travaux,
- Tous les moyens usuels de levage utiles et nécessaires,
- Tous les moyens et matériels de transport,
- La réalisation de tous les ouvrages provisoires nécessaires,
- Tous les étalements,
- Tous les outillages spécifiques à chaque corps d'état,
- Toutes les protections et balisages réglementaires et usuels de la profession,
- La remise en état des lieux,
- Etc.

Cette liste n'est pas limitative et ne saurait restreindre les obligations de l'entreprise à l'obtention de résultat in fine de la construction projetée.

Les contrôles et essais prévus par les descriptifs, les normes en vigueur, les cahiers des charges, ou demandés par le Maître d'Œuvre, seront réalisés par les entrepreneurs.

Les études techniques seront également à la charge des entreprises pour les corps d'état suivants :

- GROS-ŒUVRE
- MENUISERIES EXTERIEURES
- ELECTRICITE
- CHAUFFAGE
- V.M.C
- PLOMBERIE SANITAIRE

Elles devront être remises à l'Architecte et au Bureau de Contrôle dans les huit jours suivant la signature des marchés.

Les frais de contrôle techniques en fin de travaux par un organisme agréé (Électricité, Chauffage, V.M.C.) seront à la charge des entreprises.

Tous éléments techniques ne relevant pas d'une exécution traditionnelle ou présentant suivant les documents techniques unifiés, une obligation de classement, feront l'objet d'un avis technique du C.S.T.B. français en cours de validité.

En l'absence de cet avis technique, l'entrepreneur supportera les frais d'extension de garantie et de toutes épreuves et essais jugés utiles par le Maître d'Œuvre. Il en sera de même pour les ouvrages d'exécution traditionnelle dont la résistance ou les caractéristiques imposeraient des essais ou contrôles jugés indispensables par le Maître d'œuvre.

Les entreprises devront procéder à la livraison et éventuellement à la mise en œuvre des échantillons, ouvrages, témoins, etc... jugés utiles par le Maître d'Œuvre. Ces échantillons, témoins, etc., seront conservés en état jusqu'à la terminaison des ouvrages, après avoir reçu l'agrément du Maître d'Œuvre et du Maître d'Ouvrage.

Les éléments définitifs correspondants devront être conformes à ceux approuvés.

Les choix des couleurs seront faits par le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage qui auront la possibilité de refuser toutes celles qui leur seront proposées, et exiger des Entrepreneurs qu'ils apportent d'autres échantillons de matériaux similaires.

Le présent C.C.T.P. donne des indications concernant les caractéristiques qualitatives des ouvrages et du matériel avec indication de marques et de types.

Dans le cas où les ouvrages ou matériels proposés par l'entreprise seraient de marque ou de type différent, ceux-ci devront correspondre en fonction, en technique, en aspect, en matériaux et en qualité, aux ouvrages et matériels de référence.

L'Entrepreneur devra alors joindre à son offre une documentation détaillée des systèmes ou matériels prévus, et le Maître d'Œuvre se réserve le droit de procéder à tout contrôle ou examen de ces systèmes ou matériels.

Dans le cas où ceux-ci ne sembleraient pas qualitativement au moins égaux à ceux de référence, le Maître d'Œuvre pourra exiger les systèmes ou matériels prescrits.

Les essais, épreuves et contrôles, dû par les entrepreneurs pour les ouvrages, matériaux et produits, sont définis pour chaque corps d'état au début des clauses techniques particulières qui leur sont propres. Les essais et vérifications de fonctionnement (document COPREC) sont dus par les entreprises concernées.

27. COMPTE INTER- ENTREPRISES

Les dépenses communes de chantier entreront au compte prorata général. Le contenu du compte prorata et sa gestion seront conformes aux prescriptions du CCAP ainsi qu'à la convention interentreprises, laquelle sera mise au point entre les titulaires des différents lots, dès l'ouverture du chantier.

Il est rappelé que ni le maître d'ouvrage, ni l'équipe d'ingénierie n'auront à intervenir dans la gestion du compte prorata.

28. BUREAU DE CHANTIER

L'aménagement d'un bureau de chantier est imposé.

Cette installation est à la charge de l'entrepreneur du LOT N°01 : GROS ŒUVRE, détail de cette installation suivant CCAP et PGC.

29. DOSSIER DE CHANTIER

Un dossier de chantier complet, comprenant les plans du maître d'œuvre, les plans d'exécution de tous les corps d'état, ainsi que l'ensemble des pièces écrites, sera constitué et maintenu en permanence et en bon état, dans le bureau de chantier.

Les frais afférents au dossier et aux plans d'affichage seront répartis au compte prorata.

30. PANNEAU DE CHANTIER

Le panneau de chantier sera conforme aux indications fournies par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Il comportera un texte définissant la nature des travaux ainsi que les noms et numéros de téléphone de chaque intervenant (maître d'ouvrage, équipe d'ingénierie, entreprises).

Les frais afférents à ce panneau pose et dépose seront à la charge du LOT N°01 : GROS ŒUVRE

Les frais d'achat de ce panneau seront à la charge du compte prorata.

31. SCHEMAS

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait qu'il a à fournir obligatoirement les schémas d'installation de toutes les canalisations et réseaux apparents ou cachés.

Ces documents devront être produits lors de la réception sur calque.

Aucun règlement définitif des travaux ne pourra être effectué si ces pièces ne sont pas produites.

32. CONTROLE INTERNE DES CONSTRUCTEURS

Il est rappelé à toutes les entreprises qu'elles sont tenues d'assurer un contrôle interne sur les matériaux qui les concernent ainsi que sur leur mise en œuvre (fournitures, stockages, relations avec les autres corps d'état, fabrication, essais, etc.).

En début de chantier, les entreprises donneront le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition. L'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celui de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques est convenablement protégé. Il devra obtenir l'accord du Maître d'Ouvrage et de l'Architecte pour le stockage des matériaux à l'abri des intempéries. Il devra tenir compte des surcharges admissibles dans les locaux utilisés.
- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. ou aux règles de l'art.
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera la vérification ou essais imposés par les D.T.U., règles professionnelles, et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites du marché, notamment les essais et vérification de fonctionnement des installations suivant les modalités des documents techniques COPREC n° 1 et n° 2 établis par la police "Dommages Ouvrages".

33. VERIFICATION TECHNIQUE CONCERNANT TOUS LES CORPS D'ETATS

Aux termes de la Loi du 4 janvier 1978, réformant l'assurance construction, les constructeurs sont tenus d'effectuer des vérifications techniques sur leurs propres prestations.

Les entreprises soumissionnaires devront présenter, dans leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :

- l'identification du responsable des vérifications techniques,
- les procédures de vérifications de la validité des documents techniques établis,
- les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés,
- la nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraisons, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc.).

34. GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

Il est rappelé à toutes les entreprises que les déchets de chantier de toutes natures feront l'objet d'un tri sélectif :

- les entreprises chargées de travaux de démolition et de dépose assureront le triage et l'évacuation de leurs déchets et gravois de toutes natures dans les décharges adaptées compris tous frais de tri, de transport et de décharge. Les bordereaux de suivi de déchets seront remis au maître d'œuvre,
- pour les déchets autres que ceux en provenance des démolitions et dépose, chaque entreprise assurera le triage sélectif des déchets et le stockage dans les bennes ou conteneurs prévus à cet effet sur les aires de stockage. Ils assureront le coût de l'élimination au travers de la gestion du compte inter entreprise « prorata ». Le titulaire du lot GROS ŒUVRE est chargé de l'organisation matérielle et de la rotation des bennes de chantier,
- les déchets sont classés en trois grandes catégories :
 - Déchets Dangereux (D),

- Déchets Ménagers et Assimilés (DMA),
- Déchets Inertes (I).

Ce qu'il ne faut pas faire :

Brûler les déchets sur les chantiers (loi 61-842 du 2 Août 1961 et 92-646 du 13 Juillet 1992).

Abandonner ou enfuir des déchets quels qu'ils soient, même « inertes », dans des zones non contrôlées administrativement comme par exemple des décharges sauvages ou les chantiers.

Mettre en centre de stockage de classe III des déchets non « inertes » (loi 92-646 du 13 juillet 1992).

Laisser les déchets spéciaux sur le chantier.

Ce qu'il faut faire :

Séparer les quatre types de déchets suivants :

- déchets inertes,
- déchets industriels banals autres que les emballages,
- déchets d'emballages,
- déchets industriels spéciaux,
- valoriser les déchets d'emballages.

Le tri sera effectué au plus près des sources de production.

Les entreprises s'acquitteront de leur obligation de tri sélectif en déposant leurs déchets pré-triés dans les bennes prévues à cet effet sur une aire spécifique.

Le stockage des déchets se fera :

- soit en benne ouverte (benne bateau ou benne avec porte) d'une hauteur qui permette la vidange aisée des déchets,
- soit en benne fermée avec couvercle ou conteneur pour les déchets spéciaux (pour éviter le surcoût d'élimination d'eau souillée),
- soit en benne fermée ou bâchée pour les déchets que les intempéries prolongées pourraient rendre impropres à la valorisation,
- soit en big bag (conteneur souple),
- soit autres (fûts, conteneur pour les métaux non ferreux par exemple).

Sur la zone d'entreposage des déchets seront au minimum présent :

- un conteneur pour les déchets dangereux (D) (pots de peinture, résidus de colle, emballages divers de produits toxiques),
- une benne destinée aux matériaux mélangés non valorisables ou souillés destinés à la décharge de classe 2 (plaques de plâtre polystyrène, etc.),
- une benne pour la ferraille,
- une benne pour les déchets inertes ou assimilés (gravats, carrelage, béton, plâtre, etc.),
- une benne pour les déchets ménagers et assimilés (DMA) valorisables (bois, carton, housse plastiques en polyéthylène, film polyane, polystyrène, P.V.C., etc.)

Obligations des entreprises intervenantes et sous-traitantes :

- engagement écrit et signé à participer à l'opération de tri des déchets,
- faire participer la totalité de son personnel du chantier à une séance d'information et de sensibilisation sur la gestion des déchets,
- engagement à assurer les surcoûts de tri ou d'élimination de déchets mal triés, soit suite à une erreur de répartition dans les bennes appropriées, soit suite à un mélange de deux familles en amont.

Transport des déchets :

Le transport des déchets de chantier devra être effectué dans le strict respect de la réglementation très précise à ce sujet.

Déchets dangereux :

Le transport des déchets dangereux devra se faire conformément à la réglementation, et notamment :

- les déchets devront être ensachés ou conditionnés et comporter l'étiquetage réglementaire ;
- le véhicule, son équipement et ses papiers de bord devront répondre à la réglementation ;
- le transporteur devra être habilité pour ce type de transport, et il devra respecter les instructions particulières qu'il aura reçues de la préfecture ou de la direction départementale de l'équipement concernant les itinéraires.

Pour les déchets d'amiante friable ou de certains produits de peinture, de terres polluées ou d'hydrocarbures, le transport devra faire l'objet du " Bordereau de suivi des déchets spéciaux " conforme au modèle administratif existant.

Autres déchets :

Les autres déchets ne demandent pas de conditions particulières de transport, si ce n'est que l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour que les différentes natures de déchets ne puissent se mélanger lors du transport.

Déchets inertes utilisés pour remblaiement de carrières ou autres ne pourront être utilisés pour ce remblaiement que des déchets inertes tels que déblais de terrassement et matériaux de démolition. Ils devront avoir été expurgés de tous déchets impropres à cet usage tels que bois et autres matériaux putrescibles, plastiques et métaux, ainsi que des plâtres.

Ce remblaiement devra faire l'objet d'un bordereau de suivi conformément à la réglementation.

Ce bordereau devra préciser notamment :

- la provenance des matériaux de remblaiement, leur nature et caractéristiques, leur quantité et leur destination ;
- les moyens de transport utilisés ;
- la conformité des matériaux utilisés à leur destination.

Imputation des frais de gestion, de traitement et d'élimination des déchets :

Tous les frais et coûts de la gestion, sur chantier, des traitements de valorisation et / ou d'élimination des déchets de chantier sont à la charge des entrepreneurs participant au chantier.

Avant réception des travaux, si des déchets subsistent et si l'auteur n'est pas identifié, les frais seront imputés au compte prorata.

35. ECHAFAUDAGE

Pour l'ensemble des travaux, chaque entreprise adjudicatrice inclue tous les échafaudages nécessaires à la mise en œuvre de ses ouvrages dans les prix unitaires de chacun des articles du Cadre de Décomposition du Prix Global et Forfaitaires, compris entretien des ouvrages, avec respect des règles de sécurité.

L'entreprise prévoira toutes les sujétions d'emprise sur la chaussée, de mitoyenneté, de réalisation de plate-forme de travail pour l'assise de son matériel quelque soit la nature du support, les protections, les renforts, la mise en place de rails et de tous autres dispositifs permettant l'installation et la manutention de ses échafaudages de manière stable durant le chantier.

L'échafaudage sera régulièrement nettoyé durant le chantier par les différents intervenants et à charge de ceux-ci.

36. CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

Se reporter aux documents suivants :

- annexe CCAP « Note relative à l'organisation du chantier ».
- PGC plan de général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

37. CONCEPTION ET VARIANTES

Le concepteur du projet de base est le BET Fluides. Toute modification proposée par l'entreprise conduit à un transfert de responsabilité au niveau de la conception des ouvrages. A cet effet, l'entreprise prend toutes dispositions pour garantir ceux-ci tant sur la durée, les résultats, que l'aptitude à la fonction. Par ailleurs, toute variante devra être accompagnée des documents propres à faciliter l'appréciation et le choix. Toute incidence sur les autres corps d'états fera l'objet d'une description précise, faute de quoi l'entreprise serait tenue responsable du coût financier de celle-ci

38. NOTE D'INFORMATION CONCERNANT L'ACOUSTIQUE

L'ensemble des entreprises devront prendre en compte, dans leur chiffrage, l'ensemble des exigences et recommandations du rapport acoustique.

39. NOTE D'INFORMATION CONCERNANT L'ETANCHEITE A L'AIR

Rappel : la perméabilité à l'air d'une construction caractérise la sensibilité du bâtiment vis-à-vis des écoulements aérauliques parasite de l'enveloppe causés par les défauts de son enveloppe. Elle est quantifiée par un débit de fuite exprimé en $m^3 / (h.m^2)$ d'enveloppe sous une pression de 4 Pascals.

Etanchéité à l'air $\leq 1,7 ((m^3/h)/m^2)$.

De fait, une attention particulière sera portée à l'étanchéité à l'air de l'ouvrage par tous les corps d'état dans la mise en œuvre de leurs ouvrages respectifs.

Tous les moyens doivent être mis en œuvre pour satisfaire cette exigence essentielle à tous les stades de construction.

Pour ce faire, des tests d'infiltrométrie sont prévus réalisés à différents stades du chantier :

Ce test permet de détecter, visualiser et mesurer les flux d'air qui s'infiltrent au travers de l'enveloppe du bâtiment :

- A l'achèvement du clos couvert et du second œuvre, avant réception des ouvrages pour détecter toute détérioration éventuelle de l'étanchéité à l'air précédemment mesurée par les entreprises de second œuvre et réparations le cas échéant.

Ce test est à la charge du maître d'ouvrage pour une seule fois, en cas de résultat non concluant les tests complémentaires doivent être à la charge des entreprises responsables des défauts
